

CHRONIQUE D'UNE SUREXPLOITATION ANNONCÉE. CONTRADICTIONS HISTORIQUES DANS LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DE LA TUNISIE CENTRALE

J. RIAUX^a, S. MASSUEL^b, N. BEN AÏSSA^c, C. LEDUC^d

^a UMR G-eau (IRD) / INAT, 43 av. C. Nicolle, 1002 Tunis, jeanne.rioux@ird.fr

^b UMR G-eau (IRD), Irstea, 361 rue Jean-François Breton BP 5095, 34196 Montpellier cedex 5, France, Montpellier, sylvain.massuel@ird.fr

^c INAT, 43 av. C. Nicolle, 1002 Tunis, benaisa.nadhira@planet.tn

^d UMR G-eau (IRD), Irstea, 361 rue Jean-François Breton BP 5095, 34196 Montpellier cedex 5, France, christian.leduc@ird.fr

Résumé :

Comme de nombreux autres pays méditerranéens et semi-arides, la Tunisie se trouve dans une situation critique vis-à-vis de ses ressources en eau, et en particulier les eaux souterraines à propos desquelles on parle aujourd'hui de surexploitation (Besbes *et al.*, 2014). Or, la « surexploitation » des eaux dans une région, entendue comme l'exploitation excessive d'une ressource conduisant à une baisse jugée inquiétante du niveau de la nappe ou à la fermeture d'un bassin versant, est nécessairement le résultat d'un processus historique. Notre objectif est d'interroger ce processus en Tunisie Centrale, région semi-aride où la maîtrise de l'eau représente depuis plusieurs siècles un enjeu important (Mahfoudh *et al.*, 2004). Pour cela, nous ancrerons notre analyse sur un cas concret : le bassin du Merguellil, qui contribue à alimenter le grand aquifère de la plaine de Kairouan dont les niveaux piézométriques subissent une baisse de plus d'un mètre par an depuis les années 1970 (Leduc *et al.*, 2007).

Alors que, dans cette région, la surexploitation est surtout abordée sous l'angle de l'augmentation des prélèvements agricoles, nous souhaitons prendre en compte d'autres variables, notamment les transferts d'eau potable et l'évolution de la recharge. Dans cet objectif, nous retracerons l'histoire des politiques de gestion de l'eau et d'aménagement hydraulique qui ont été mises en œuvre depuis un siècle sur le bassin du Merguellil en nous appuyant sur des documents d'archives. Pour cela, nous avons segmenté l'analyse en quatre parties distinctes : l'aménagement des versants, l'histoire de la grande hydraulique, la question des eaux souterraines de la Plaine et les transferts d'eau. Ce sont aussi quatre grands domaines de l'action publique hydraulique, portés par quatre directions du Ministère de l'Agriculture tunisien : la DACTA (Aménagement et Conservation des terres Agricoles), la DGBGTH (Barrages et Grands travaux Hydrauliques), la DGRE (Ressources en Eau), et la DGRRE (Génie Rural et Exploitation des Eaux). Une attention particulière sera apportée à l'évolution des logiques d'exploitation qui sous-tendent ces politiques, ainsi qu'aux savoirs hydrologiques sur lesquels elles reposent. Nous faisons l'hypothèse que les savoirs sur l'eau jouent un rôle central dans la manière dont les politiques sont mises en œuvre, évoluent et s'articulent – ou non – entre elles.

Nous traiterons d'abord des politiques d'aménagement des versants élaborées dans une perspective de « Conservation des Eaux et des Sols » durant le Protectorat et mises en œuvre dès l'indépendance du pays (1956). Nous verrons qu'à l'origine ces aménagements de lutte contre l'érosion s'inscrivaient aussi dans un souci de « suralimantation des nappes » de l'amont et qu'ils se sont ensuite orientés vers la seule protection du barrage El Haouareb situé à l'aval contre l'envasement. L'idée de « réalimentation » des nappes a resurgi récemment. Nous traiterons ensuite des aménagements destinés à l'alimentation en eau potable des villes côtières du Sahel grâce au captage des eaux du bassin amont du Merguellil (captages de Bou Hafna). Dans ce cadre, un rabattement des niveaux de nappe a été décidé et mis en œuvre de manière maîtrisée pour garantir un optimum de prélèvement (Besbes, 1967). Nous nous intéresserons ensuite à la construction du barrage El Haouareb, dont l'un des objectifs était l'optimisation de l'exploitation des eaux de surface de l'amont au bénéfice de périmètres irrigués publics installés à l'aval. Cela nous amènera à considérer les politiques de développement agricole mises en œuvre sur la Plaine de Kairouan à partir des eaux souterraines. Alors que l'idée de départ était une irrigation de complément, les agriculteurs se sont orientés vers des pratiques d'irrigation intensive. Le projet d'origine fondé sur une gestion publique et collective des eaux souterraines s'en trouve grandement modifié.

À l'origine, l'ensemble de ces politiques hydro-agricoles repose sur un objectif de valorisation des eaux du bassin versant, comme le résume Tixeront (1957), ancien ingénieur en chef des services hydrauliques du Protectorat : « *Il convient de mettre à exécution un programme tendant à l'utilisation intégrale des ressources en eau : grands travaux, petits travaux, eaux de surface, eaux souterraines. Ce programme intéresse tout le territoire* ». La situation actuelle de « surexploitation » pourrait donc être vue comme le résultat logique de ce positionnement. Or, l'analyse des documents d'archives montre que dans les années 1960-70, l'exploitation des eaux était voulue intensive mais raisonnée, avec un rabattement maîtrisé des nappes (Besbes 1967). La Tunisie indépendante s'est d'ailleurs dotée d'un exceptionnel dispositif de connaissance (réseaux de mesure, bases de données, hydrologues de haut niveau,

etc.) dont l'objectif était d'identifier finement les capacités de la ressource pour en optimiser l'exploitation sans risquer de diminuer le rendement des ouvrages. La mise en œuvre de cette forme d'exploitation reposait sur l'existence d'un appareil de planification et de gestion très centralisé, et d'une solide équipe de scientifiques et de techniciens.